

*L'Investissement Socialement Responsable, ou ISR, est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable – Définition AFG-FIR



RESPONSABILITE SOCIALE DES ENTREPRISES

La RSE s'enracine dans les grandes entreprises

Selon une nouvelle étude publiée par l'Institut français des administrateurs (IFA), deux tiers des conseils du SBF120 sont désormais dotés d'un **comité dédié totalement ou partiellement à la RSE**. En 2015, le taux n'était que de 25 %. La France se place ainsi largement en tête par rapport aux pays voisins (cf graphique).

Une comparaison internationale très favorable à la France

avec une progression des comités RSE beaucoup plus marquée en France qu'ailleurs depuis 2017



Et les effets sont là, en particulier dans la **rémunération** des CEO: en 2021, les **objectifs extra-financiers** ont représenté 32,5% des critères d'attribution de la **rémunération variable** annuelle des PDG. De même, la quasi-totalité des entreprises du CAC 40 intègrent la RSE dans la politique de rémunération variable des **dirigeants**. 55% des objectifs concernent directement le climat. La **féminisation des conseils** est également **positivement impactée** puisque de 33% de femmes en 2015, on atteint la quasi-parité en 2021 avec **45,7 %**. Reste que les 120 entreprises ne comptent que 10 femmes présidentes de Conseil d'administration. C'est peu... mais trois fois plus qu'en 2015.

Source : Novethic

DWS accusé de greenwashing

Le gestionnaire d'actifs allemand DWS, filiale de Deutsche Bank, et deuxième gestionnaire d'actifs coté en Europe, est visé par deux enquêtes aux Etats-Unis et en Allemagne après dénonciation de l'ancienne responsable du développement durable accusant le groupe d'avoir **gonfler le poids des encours intégrant les critères ESG**. Suite à cette annonce, le **cours de bourse** a **chuté** de plus de **13%**. La finance durable étant devenue le principal **relais de croissance** de l'industrie financière en Europe, mais aussi aux USA, l'affaire est suivie de près. Même s'il est vrai qu'il est encore **difficile de mesurer l'implication réelle** des gestionnaires concernant l'intégration ESG, chaque société ayant sa propre méthodologie et une certaine liberté d'interprétation de la réglementation persistant, il n'en demeure pas moins indispensable, pour la **crédibilité** même de la finance durable de communiquer avec le plus de transparence et de rigueur possible ; pour autant la crainte du greenwashing ne doit en aucun cas entraver les évolutions nécessaires.

Sources : Les Echos – PAM

L'engagement de Michelin pour les matières durables

Dans **moins de dix ans**, le taux de matières durables des pneus du groupe Michelin sera de **40%** (contre 28% en 2020), l'objectif étant d'atteindre **100%** à l'horizon de **2050**. Ainsi, le groupe **substitue** progressivement les matériaux issus de ressources fossiles par des matériaux durables, recyclés ou issus des déchets de la biomasse. « *Chacun de nos choix de conception est guidé par l'analyse complète du cycle de vie* », souligne le directeur de la recherche et **membre du comité exécutif**.

Pierre angulaire de cette quête du pneu 100 % durable, les activités de **recherche et développement** du groupe portent tout autant sur la baisse de consommation d'énergie, que sur l'amélioration de l'utilisation de la matière, l'allègement des produits ou encore l'augmentation des performances dans la durée. Les nouveaux matériaux sont autant de **filiales à construire**, avec des objectifs de performances au moins équivalentes, une viabilité économique pérenne etc... A ce jour Michelin est engagé auprès d'une cinquantaine de **partenaires** et experts tels le canadien **Pyrowave** expert du recyclage des matières plastiques, **Enviro**, spécialiste suédois de pyrolyse ou encore le français **Carbios** pionnier des solutions enzymatiques pour la fin de vie des polymères plastiques et textiles.

Source : Les Echos



GOUVERNANCE

Le Nasdaq secoue les conseils d'administration

Le **marché des actions newyorkaises**, sur lequel de nombreuses entreprises de la technologie sont cotées, va demander aux 4 000 entreprises listées sur ses marchés de dévoiler dès 2022 la **composition de leur instance dirigeante**, et en particulier sa diversité **ethnique** et de **genre**. Il veut à terme (d'ici 3 à 5 ans) que les entreprises accordent **aux moins deux sièges**, l'un à une femme et l'autre à une personne issue d'une minorité ethnique ou de la communauté LGBTQ. Même si c'est encore timide au regard de la réglementation européenne et surtout française, cette **petite révolution, validée par la SEC**, le gendarme boursier américain, va forcer de nombreuses entreprises à se lancer dans le recrutement de **nouveaux administrateurs**.

Il faut dire que sur plus de 2 200 entreprises divulguant la composition de leur conseil d'administration, plus **d'un tiers** n'ont pas d'administrateur issu d'une minorité ethnique, et **une sur dix** ne compte pas de femme siégeant au conseil. Si la mixité est une étape louable et nécessaire, elle **ne suffit pas** à assurer l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes ; c'est ce que révèle une étude anglaise montrant que les femmes administratrices des sociétés de l'indice boursier FTSE100, **gagnent 73% de moins** que leurs homologues masculins ; si certains écarts s'expliquent par les différences de mandats, à fonction de direction identique, la rémunération des femmes demeure bien inférieure.

Source : Novethic



Difficile de rester sourd aux sirènes du climat

Le 9 août le GIEC a publié son sixième rapport sur **l'évolution du climat** (synthèse de plus de 14 000 études), confirmant comme on pouvait s'y attendre, que le climat change plus vite que prévu. Certaines zones géographique en ont déjà fait les tristes frais cet été. Si nous continuons sur la trajectoire actuelle, le fameux seuil des 1,5°C devrait être dépassé au cours des 20 prochaines années. Sur les **5 scénarios** établis, le plus pessimiste envisage un réchauffement de **+5°C** en 2100 (par rapport à la période préindustrielle) et le plus optimiste à **+1,4°C**. Certaines conséquences du réchauffement sont déjà **irréversibles**, comme la **fonte des glaces** et la **montée des eaux**, quel que soit le rythme des futures émissions de gaz à effet de serre. Autre point d'attention, **l'instabilité du Gulf Stream**, qui par son activité est un véritable régulateur climatique.

Cependant **tout n'est pas perdu** si on parvient à mettre en place des réductions de GES **fortes, rapides et à grande échelle**. De nombreux plans proposent des **solutions** à l'image de l'Europe tant au niveau des secteurs de l'énergie, du transport, du bâtiment que de l'industrie lourde qui, on le sait, nécessite pourtant des investissements colossaux. Mais pour gagner, il faut **jouer collectif**.

La pression est là pour faire accélérer le mouvement : la **justice** est prise à partie sur la responsabilité climatique non seulement des **entreprises**, mais aussi des **Etats** ; concernant la finance, depuis 2 ans le sujet climat s'est largement invité aux assemblées générales avec des révocations ou nominations d'administrateurs selon leurs positions sur les stratégies climat et, pour la première fois des propositions par le management de résolution **say-on-climate**, sur la stratégie climat.

Deux autres volets de ce rapport sont attendus début 2022.

La synthèse globale sera publiée en septembre 2022.

Source : Les Echos - RSEID

L'Etat de New York désinvestit de certaines entreprises

Le fonds de pension de l'Etat de New York, **troisième plus grand fonds de pension américain**, avec près de 255 milliards de dollars d'actifs sous gestion, va passer en revue 42 sociétés de son portefeuille qui tirent plus de 10% de leurs revenus du pétrole et du gaz de schiste : si après analyse elles ne se sont pas identifiées comme préparées à la transition écologique de façon satisfaisante, elles seront **exclues**. Au printemps 2021, ce fonds de pension s'était déjà livré au même exercice sur le secteur des **sables bitumineux** et avait mis alors ses menaces à exécution, en désinvestissant de 7 entreprises parce qu'elles n'avaient pas su lui démontrer comment elles allaient sortir de la production de pétrole à partir de sables bitumineux ; idem en 2020 pour le secteur du charbon, où à cette occasion 22 entreprises du secteur avaient alors été exclues.

Source : Les Echos

CONTACT

▪ Murielle HERMELLIN

Responsable du développement ISR – Gérante de portefeuilles
murielle.hermellin@bred.fr

L'acier dans la ligne de mire de Climate Action 100+

Les investisseurs membres de l'initiative, qui pèse **31 000 milliards de dollars d'encours** sous gestion répartis auprès d'environ 300 investisseurs, veulent amener les industriels de l'acier vers la neutralité carbone. La feuille de route pour ce secteur qui émet près de **9% des GES** est claire : i) objectifs de **réduction** à court, moyen et long terme basés sur le scénario de l'AIE, ii) recherche de **nouvelles technologies** de décarbonation, iii) rapport de faisabilité dès 2022, iv) augmentation des **investissements** dans cette stratégie et **limitation** des investissements dans les projets trop émetteurs.

Source : Novethic

Méga projet d'hydrogène vert en Chine

Pour répondre aux besoins en hydrogène qui devraient atteindre 35 millions de tonnes d'ici 2030, le gouvernement chinois vient de valider le pilotage d'un gigantesque projet combinant **parcs solaires** et **éoliens** pour produire jusqu'à 67 000 tonnes d'hydrogène vert. Situé en Mongolie Intérieure, son développement commencera dès **octobre 2021** et devrait être opérationnel mi 2023. Il nécessitera l'installation de plus d'électrolyseurs que l'ensemble du marché mondial. La **France** est déjà bien placée dans la course à la production, même si la Chine investie massivement pour être autonome.

Source : Les Echos

EN BREF

- **Danone** poursuit la refonte complète de sa gouvernance. Le géant français de l'agroalimentaire, vient d'annoncer le calendrier pour le **renouvellement complet** de son conseil d'administration, qui sera effectif d'ici **2023**.
- **Google** a annoncé qu'il allait investir 1 milliard d'euros d'ici 2030 dans des infrastructures de cloud et les **énergies renouvelables** nécessaires à leur fonctionnement en Allemagne. 80% des installations devront être alimentées par l'énergie solaire et l'éolien. Pour ce faire, le groupe a annoncé un **accord de partenariat avec Engie**, qui devra livrer au total 140 MW d'énergie verte.
- La **Banque Centrale européenne** a annoncé lever, à partir du 30 septembre 2021, ses recommandations concernant la **distribution des dividendes**.
- **Amazon** a écopé d'une **amende de 746 millions d'euros** par la Commission nationale du Luxembourg pour non respect des données privées en Europe. Le géant du e-commerce a fait appel.
- Le site de vente en ligne de **CAMIF**, qui se veut une référence de l'ameublement local et durable, a annoncé cet été **ne plus vendre de produits fabriqués en dehors de l'Union européenne**. Une décision qui n'a pas été facile à prendre alors qu'en 2020, 20% du chiffre d'affaires de la société étaient liés à des produits fabriqués en Asie, essentiellement en Chine.
- Le **Forum Mondial 3-Zéro** (Zéro Exclusion, Zéro Carbone, Zéro Pauvreté) 2021 se tient à Paris les 2 et 3 septembre. Organisé par Convergences, il présente les **initiatives à fort impact social et environnementales** du monde entier.

PROMEPAR Asset Management est signataire des

